



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

CHSCT-SD de l'Aude

21 janvier 2022

Déclaration préalable de la FSU 11

Le 2 décembre dernier, nous nous réunissions pour un CHSCT-SD extraordinaire après un énième assouplissement du protocole. La FSU avait alors exprimé ses craintes au sujet de la fin de la fermeture automatique des classes des écoles dès le premier cas positif, à un moment où les données concernant les contagions, particulièrement chez les 6-10 ans, étaient alarmantes. Et effectivement, si le nombre de classes fermées a baissé mécaniquement, le nombre d'élèves positifs n'a cessé d'augmenter et donc le surcroît de difficultés pour les personnels qui sont sur le terrain.

Mais tout ça n'était rien à côté du chaos de la rentrée de janvier, en pleine vague omicron et sous un nouveau protocole, que tout le monde appelle désormais le protocole Ibiza. L'école est ouverte, mais parfois sans élèves à l'intérieur, et souvent sans personnels. Le ministre Blanquer, dont la communication a souvent reposé sur le déni de réalité, se heurtait aux explosions de cas positifs, chez les élèves comme chez les personnels. Il est devenu impossible de faire le travail de recherche de cas contacts : les personnels des écoles, et dans les collèges et les lycées, les personnels de vie scolaire, de santé et de direction se sont retrouvés submergés par les appels des familles et leurs questionnements face à des règles qui n'ont cessé de changer : 3 fois en 10 jours !

La grève du 13 janvier dernier a été l'occasion d'exprimer la colère des personnels devant la désinvolture du Ministre Blanquer qui a toujours refusé de tirer les conséquences de la crise sanitaire, tant du point de vue de la sécurité des élèves et des personnels et que du point de vue de la scolarité. De ce point de vue, les annonces faites le 13 au soir restent pour une part insuffisantes, et pour l'autre, vagues.

Le risque aérosol, connu depuis un an et demi environ, n'est pas pris en compte. Là où toute l'Europe porte des masques FFP2, le ministère envisage de distribuer des masques chirurgicaux. Quant aux capteurs de CO2, on en trouve ici et là mais sans que l'Éducation nationale joue son rôle d'employeur en donnant des consignes sur leur bonne utilisation pour déterminer l'aération nécessaire à une salle de classe.

Mais la crise sanitaire est aussi le révélateur du sous-investissement chronique dans le service public d'éducation. Le manque de personnels enseignants, de vie scolaire, de santé et bien sûr d'AESH devient encore plus criant. Et cela concerne bien la santé et les conditions de travail des personnels.